

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 09 – du 27 février au 6 mars 2025

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉRAN, TEL-AVIV)

ZOOM : TERRITOIRES PALESTINIENS ÉVALUATION INTÉRIMAIRE DES DOMMAGES À GAZA

La Banque Mondiale, l'Union Européenne et les Nations Unies ont publié une évaluation intermédiaire des dommages et besoins (IRDNA), qui fournit une analyse des destructions, pertes et besoins de reconstruction à Gaza et en Cisjordanie après 15 mois de guerre. Cette évaluation estime que les dommages matériels s'élèvent au total à 30 Mds \$, tandis que les pertes économiques et sociales atteignent 19 Mds \$. À la différence du précédent rapport d'avril 2024, cette nouvelle étude prend également en compte les pertes estimées en Cisjordanie (1 Md\$).

LE CHIFFRE À RETENIR

53 Mds \$

BESOINS DE
RECONSTRUCTION

Les seuls dommages matériels (30 Mds \$) représentent 1,8 fois le PIB 2023 des Territoires palestiniens, alors même que ces estimations ne portent que sur une année de conflit (octobre 2023 à octobre 2024) et ne prennent pas en considération les derniers mois du conflit. Les gouvernorats les plus touchés sont ceux de Gaza, Khan Younes et de Gaza Nord. Les dommages ont touché plusieurs secteurs clés, entraînant des pertes considérables :

- L'immobilier résidentiel a été le plus touché, avec des dommages estimés à 15,8 Mds \$ (53% du total). 292 000 unités de logement (maisons, appartements) ont été détruites, soit 62% du total. 1,2 M de personnes (60% de la population) ont perdu leur logement, aggravant la crise humanitaire.
- Dans la santé, les infrastructures ont subi des dommages évalués à 1,3 Md\$. Près de 95% des hôpitaux et 88% des centres de santé publics ont été partiellement ou totalement détruits. Cette situation a gravement perturbé les services de soins et de santé, avec des pertes estimées à 6,3 Mds \$.
- Les dommages subis dans le secteur de l'éducation (874 M\$), affectant gravement le capital humain de Gaza, se ressentiront sur plusieurs décennies. Plus de 2 308 établissements éducatifs, allant des crèches aux universités, ont été détruits ou sérieusement endommagés. Plus de 658 000 élèves et 87 000 étudiants se retrouvent sans accès à des espaces d'apprentissage formels, ce qui compromet gravement leur avenir.
- Les infrastructures d'eau/assainissement (« WASH ») ont subi des dommages d'1,5 Md\$. La destruction des installations de traitement des eaux usées, des stations de pompage et des systèmes de distribution a réduit la capacité de production d'eau potable à moins de 30 % de la normale. Cette situation a entraîné une grave pénurie d'eau potable, exposant la population à des risques accrus de maladies hydriques.
- Dans l'énergie, environ 80 % des infrastructures de production et de distribution d'électricité ont été détruites ou rendues non opérationnelles. Ces destructions (494 M\$) ont entraîné des coupures de courant prolongées, affectant gravement les services essentiels (santé, eau, production alimentaire).
- Les infrastructures de transports ont subi des dommages de 2,5 Mds \$. Environ 62 % du réseau routier a été détruit ou sérieusement endommagé. La destruction des routes, ponts et véhicules a gravement perturbé la mobilité et l'accès aux services essentiels, compliquant davantage les efforts humanitaires.

Les besoins totaux de reconstruction et de relèvement sont estimés à 53,2 Mds \$ (dont 20 Mds \$ les trois premières années), selon le principe « Building Back Better » et en tenant compte d'une potentielle relance économique. L'immobilier résidentiel concentrerait 29% des besoins, suivi par la santé (7 Mds \$), les commerces/industries (6,9 Mds \$), l'agriculture (4,2 Mds \$), l'éducation (3,8 Mds \$), les transports (2,9 Mds \$), l'eau (2,7 Mds \$) et l'énergie (1,5 Md\$).

Service Économique de Jérusalem

ÉGYPTE

1. APPROBATION DE LA 1^{ÈRE} PHASE D'INVESTISSEMENT SAOUDIEN EN ÉGYPTE

L'Arabie saoudite a approuvé l'accord égypto-saoudien sur la promotion et la protection mutuelle des investissements proposé en septembre dernier. Cet accord fait suite à une directive du Prince héritier Mohammed bin Salman d'allouer 5 Mds USD (via le Fonds public d'investissement - PIF) à des investissements en Égypte dans le cadre de la première phase d'un programme d'investissement plus large, qui devrait mobiliser jusqu'à 10 Mds USD au cours des trois prochaines années. Cette décision s'inscrit dans un contexte de forte progression du commerce bilatéral, qui a augmenté de 37,8% en 2024 pour atteindre 11,3 Mds USD, selon l'agence de statistiques égyptienne (CAPMAS).

2. FINANCEMENT DE 90 M€ POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

À l'occasion de la visite au Caire de Dubravka Šuica, nouvelle Commissaire européenne à la Méditerranée, un accord de financement d'un montant de 90 M EUR, destiné à la résilience alimentaire en Égypte, a été signé avec la ministre de la Planification et du Développement économique et le ministre de l'Approvisionnement. Le financement sera octroyé par la Banque Européenne d'investissement à l'Autorité générale pour l'approvisionnement en produits de base (GASC) et permettra d'accroître les réserves stratégiques de blé de l'Égypte et contribuera à réduire l'impact des chocs d'approvisionnement. Il permettra notamment de développer de nouveaux silos et d'améliorer les capacités de stockage du pays. Le blé est un produit clé pour le système de pain subventionné.

3. RENFORCEMENT DE LA LIGNE MARITIME « RORO » ENTRE L'ITALIE ET L'ÉGYPTE

Le vice-Premier ministre Kamel Al-Wazir et le ministre de l'Agriculture Alaa Farouk ont discuté du [renforcement de la ligne maritime](#) Ro-Ro entre l'Italie et l'Égypte, pour multiplier le transport de produits agricoles vers l'Europe. Les ministres souhaitent adopter des mesures complémentaires pour renforcer l'attractivité du dispositif, en s'appuyant sur le principe de réciprocité déjà en place entre les deux ports, qui a conduit à une réduction de 88 % des redevances portuaires. Inaugurée en novembre 2024 dans le port de Damiette par le Premier ministre Mostafa Madbouly et le vice-Premier ministre Kamel El-Wazir, la ligne Ro-Ro dispose d'une capacité de 420 camions par semaine. Elle représente une solution rapide pour l'exportation de produits agricoles

périssables, avec un temps de transit de seulement un jour et demi entre Damiette et Trieste. Cet accord s'inscrit dans une stratégie plus large de l'Égypte visant à développer ses exportations et à renforcer ses infrastructures logistiques, afin d'en faire un hub régional. La ligne devrait ainsi contribuer à une hausse annuelle de 3,5 % du trafic conteneurisé entre les ports méditerranéens d'ici 2027 selon le gouvernement égyptien.

IRAK

1. RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ENTRE L'IRAK ET LA RUSSIE

La 10^{ème} édition du comité conjoint irako-russe s'est tenu cette semaine à Bagdad en présence du ministre irakien des Affaires étrangères, Fuad Hussein, et du ministre russe de l'Energie, Sergei Tsiviliev. Lors de cet événement, plusieurs accords de coopération ont été signés dans les secteurs de la santé, du gaz, du commerce et du transport maritime. La Russie a également exprimé son intérêt pour participer au projet de la Route du Développement qui vise à insérer l'Irak dans les routes commerciales mondiales et de développer ses activités économiques non pétrolières. À travers les accords signés, Moscou entend renforcer et diversifier sa présence dans l'économie irakienne. En septembre dernier, le ministre russe des Affaires étrangères indiquait que la Russie avait investi plus de 19 Mds USD dans le secteur énergétique irakien.

2. INITIATIVES POUR LE RENFORCEMENT DE LA PLACE DES FEMMES DANS LA SOCIÉTÉ IRAKIENNE

Le gouvernement a annoncé le lancement de cinq initiatives pour renforcer la place des femmes dans la société. Parmi elles, le Plan national pour les femmes, la paix et la sécurité (2025-2030) visera à accroître la participation des femmes à la prise de décision et à améliorer leur protection contre les violences. Une plateforme nationale de données sera également mise en place pour identifier les défis auxquels elles font face. En parallèle, un réseau de médiatrices et un institut dédié à la résolution des conflits verront le jour. Enfin, le Premier Ministre a annoncé le lancement d'un programme de formation « Pionnières du changement » visant à accroître le nombre de femmes dirigeantes dans les secteurs public et privé. La situation des femmes en Irak est fragile et leur participation à la vie économique est modeste. Elles font face à un ensemble de défis sociaux, culturels, institutionnels et financiers, en particulier dans les zones rurales. Ces difficultés rencontrées sont marquées par le poids des normes sociales qui limitent l'accès aux opportunités

économiques et par des décennies de crises et de conflits. En 2021, le Global Gender Gap Report a classé l'Irak au 154^{ème} rang sur 156 pays en termes d'égalité entre les femmes et les hommes, avec un score de (0,535).

IRAN

1. DESTITUTION DU MINISTRE DE L'ÉCONOMIE

Le 2 mars 2025, après six mois d'exercice, le Parlement a destitué le ministre de l'Économie M. Abdolnaser Hemmati (182 voix contre 89), exacerbant les tensions avec l'exécutif du président Pezeshkian. C'est la première fois depuis la création de la République islamique qu'un Ministre de l'économie est destitué aussi rapidement. Selon les députés favorables à cette censure, le rial a perdu 62% de sa valeur en quatre mois (ndlr : en réalité, le rial a perdu 38 % de sa valeur sur cette période), tandis que l'inflation mensuelle a atteint 4,1% en février. De plus, l'inflation annuelle du secteur de la santé a bondi à près de 70%, rendant de nombreux traitements inaccessibles en raison de l'absence d'un ajustement budgétaire adéquat pour les médicaments. Ils dénoncent une politique de change inefficace, ayant provoqué une contraction industrielle et des allocations de devises insuffisantes aux importateurs. D'après eux, pour la première fois depuis plusieurs années, les objectifs de perception fiscale n'ont pas été atteints. À l'inverse, les opposants à cette censure pointent des problèmes structurels, **i)** une masse monétaire multipliée par 30 en 14 ans, **ii)** un déficit budgétaire colossal hérité (10 M Mds IRR; environ 13,2 Mds \$) et **iii)** une pression géopolitique (assassinats politiques, conflits régionaux, tensions irano-américaines). Dans sa défense, M. Hemmati a souligné l'impact des sanctions ayant fait basculer 10 M d'habitants sous le seuil de pauvreté. Il a mis en avant une réduction de l'inflation annuelle moyenne (passant de 42% à 32%), une hausse des exportations non pétrolières (+25% en cinq mois), une réduction du déficit commercial (de 17 à 3 Mds \$) et une progression de la valorisation boursière de 40%. Le président, évoquant une "guerre économique et politique totale", a alerté sur les risques d'une paralysie administrative de trois mois consécutifs à cette destitution. Son gouvernement, fragilisé, tente d'établir un programme axé sur le renforcement des aides sociales, la coopération régionale et la décentralisation.

2. DERNIER ACTE DU SCANDALE DU « THÉ DE DEBSH »

Le 3 mars 2025, la justice a condamné M. Akbar Rahimi Darabad, actionnaire majoritaire du groupe

Debsh, à 66 ans de prison (dont 25 ans exécutoires), à la restitution de 2,6 Mds €, et à des amendes totalisant 2,4 M Mds IRR (environ 2,5 Mds € au taux libre actuel). Les anciens ministres de l'Agriculture et de l'Industrie ont également été condamnés à des peines de prison pour complicité dans cette perturbation majeure du système économique national. Ce scandale financier, le plus important de l'histoire du pays, a impliqué le groupe Debsh, acteur majeur de l'industrie du thé. Entre 2019 et 2022, ce conglomérat a bénéficié d'allocations de devises préférentielles (NIMA I et II) s'élevant à 3,37 Mds \$, dont 1,9 Md \$ pour l'importation de thé et 1,5 Md \$ pour des équipements et matériaux d'emballage. L'enquête, déclenchée par une alerte de l'Union des producteurs de thé, a révélé un mécanisme de fraude complexe. Le groupe Debsh importait du thé kenyan à environ 2 \$/kg tout en le déclarant comme du thé Darjeeling premium à 14 \$/kg, générant une première marge frauduleuse de 12 \$/kg. Cette escroquerie était amplifiée par l'utilisation illégale de devises préférentielles, présentant un écart de 20 à 30% avec le taux du marché libre, les devises étant acquises à ces taux, et le thé revendu au taux libre sur le marché domestique. Ce stratagème frauduleux s'appuyait sur la complicité coordonnée de quatre institutions publiques :

i) le ministère de l'Industrie a accordé une augmentation de la capacité d'importation de 100 000 tonnes, autorisant ainsi une allocation plus importante de devises préférentielles,

ii) le ministère de l'Agriculture a exceptionnellement exempté le thé des restrictions d'importation,

iii) les douanes ont accordé au groupe le privilège du circuit "vert", permettant un dédouanement sans contrôles approfondis,

iv) la Banque Centrale a augmenté ces allocations de 40%, permettant ainsi au groupe de bénéficier d'une allocation hors norme de devises préférentielles.

3. CONTOURNEMENT DES SANCTIONS AMÉRICAINES DANS LE COMMERCE PÉTROLIER AVEC LA CHINE

Selon Bloomberg, l'Iran utilise de plus en plus des navires-citernes de taille moyenne (Aframax et Suezmax) pour transporter son pétrole vers la Chine, adaptant ainsi sa stratégie face au renforcement des sanctions américaines. En février, huit de ces tankers de capacité réduite ont reçu du pétrole iranien via des transferts de navire à navire (STS), contre seulement deux en décembre et janvier. Ces navires plus petits peuvent accoster dans des terminaux chinois moins profonds comme Dongying, qui accueillent davantage de livraisons iraniennes et

russe, alors que les grands ports traitant également des conteneurs et des marchandises en vrac se montrent plus prudents face aux sanctions secondaires. Auparavant, les exportations depuis des ports comme Kharg Island reposaient principalement sur des superpétroliers (VLCC) iraniens naviguant directement du Golfe Persique vers la Chine. Désormais, les transferts de navire à navire se multiplient au large de la Malaisie et de Fujairah pour masquer l'origine des cargaisons. Les VLCC peuvent transporter environ 2 millions de barils, tandis que les navires Suezmax et Aframax ont une capacité d'environ 1 million et 700 000 barils respectivement. Ces transferts multiples et l'utilisation de tankers plus petits augmentent les coûts de transport globaux.

ISRAËL

1. SÈCHERESSE IMPORTANTE DURANT L'HIVER 2024-2025

Selon le Service météorologique israélien, sur la période de décembre 2024 à février 2025 (qui correspond à la saison des pluies en Israël), seulement 40 % des précipitations moyennes annuelles ont été mesurées. Au cours d'une année « normale » le niveau des précipitations se situe habituellement à près 70% début mars.

Sur la plaine côtière méridionale, la haute Galilée ou encore le plateau du Golan, la situation est décrite comme « extrêmement sèche », alors que sur le reste du territoire est qualifié de « sec » ou « relativement sec ». Lors d'une conférence du Forum israélien sur le climat le 3 mars, le Président Herzog a déclaré qu'Israël était « confronté à une catastrophe climatique claire et évidente », exhortant le gouvernement à adopter la loi sur le climat, qui fixerait un objectif de neutralité carbone d'ici à 2050.

2. INAUGURATION DU PLUS GRAND CENTRE COMMERCIAL D'ISRAËL

Le plus grand centre commercial d'Israël a ouvert ses portes le 27 février. Situé à Ramat HaSharon (banlieue nord de Tel Aviv), ce centre appartient au groupe israélien BIG Shopping Centers, fondé en 1994 et coté à la bourse de Tel-Aviv, et qui détient une position dominante sur le segment de la gestion des centres commerciaux. Le nouveau complexe, qui a nécessité un investissement de 2,7 Mds ILS (soit environ 748 M USD), comprend 43 000 mètres carrés d'espace commercial attenants à une tour de bureaux de 43 étages : plus de 160 magasins de marques israéliennes et internationales y opéreront, dont les français Chanel, Kilian, Lacoste et Pierre Cardin. Le centre devrait accueillir environ 500 000 personnes par mois (plus de 150 000 visiteurs ont

d'ores et déjà fréquenté le site lors de son week-end d'inauguration).

3. RECETTES BUDGÉTAIRES RECORDS ISSUES DES RESSOURCES NATURELLES EN 2024

D'après un rapport annuel du ministère de l'Énergie, des montants records d'environ 2,37 Mds ILS (soit environ 656 M USD) ont été perçus par l'État en 2024 au titre des redevances sur le gaz naturel et les minéraux, en hausse de 8,2 % par rapport à 2023. La majorité des revenus en 2024 provient des redevances sur le gaz naturel, qui se sont élevées à 639 M USD (+10,9 % en g.a.). Cette augmentation s'explique par une hausse d'environ 8,3 % de la production totale de gaz naturel en 2024 et de l'augmentation des volumes d'exportations vers l'Égypte et la Jordanie (+13,4% par rapport à 2023).

4. HAUSSE DE 5,1% DU SALAIRE MOYEN EN 2024

Selon le Bureau central des statistiques, le salaire moyen des employés israéliens a augmenté de 5,1% en g.a. en 2024. Les salaires dans le secteur de la technologie ont augmenté encore plus rapidement en 2024, atteignant 31 858 ILS par mois (environ 8 800 EUR) en 2024, soit une hausse de 6,8 % par rapport à 2023.

JORDANIE

1. HAUSSE DE L'IPP EN 2024

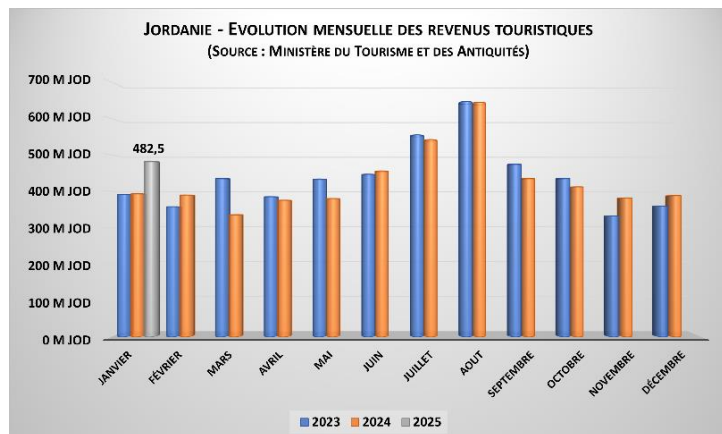
Selon le Département des Statistiques (DoS), l'indice des prix à la production des produits agricoles a augmenté de +9,9% en glissement annuel (g.a.) en 2024.

Quant aux prix du commerce de gros, ils ont augmenté de +1,25% en g.a. en 2024. Cette hausse résulte d'une augmentation de +1,36% pour les prix des véhicules à moteur et pièces de rechange (avec une part dans l'indice de 19,79%), de +0,36% pour le textile, les vêtements et les articles domestiques (avec une part dans l'indice de 10,91%), de +0,24% pour les combustibles, les métaux et les matériaux (avec une part dans l'indice de 20,76%). Les prix des machines, équipements et fournitures et des céréales, denrées alimentaires, boissons et tabacs ont quant à eux diminué de -0,63% et -0,48% respectivement, avec des parts dans l'indice de 9,33% et 39,22%.

2. HAUSSE DES RECETTES TOURISTIQUES EN JANVIER

Selon les données du Ministère du Tourisme et des Antiquités, les recettes touristiques ont augmenté de +22,8 % en glissement annuel (g.a.) en janvier 2025, s'élevant ainsi à 483 M JOD (681 M USD). Le nombre

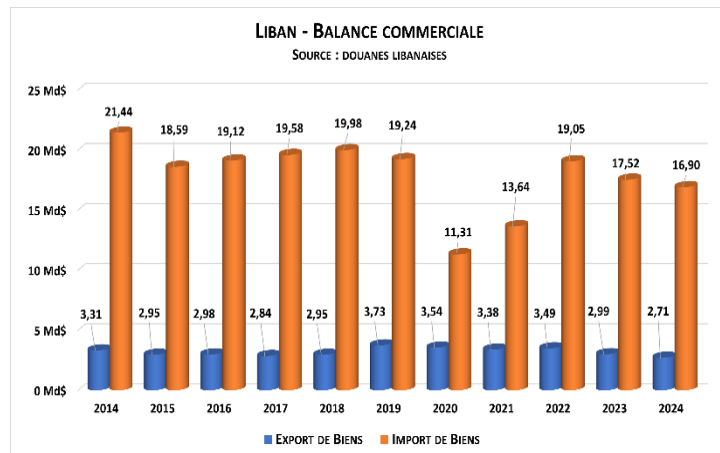
de touristes a également augmenté de +30 % en g.a en janvier. Cette hausse est tirée par les touristes en provenance d'Amérique (+16,5 %), d'Asie (+32,2 %), d'Europe (+56,2 %), d'Afrique (+69,9 %) et des pays arabes (+30,8 %).



LIBAN

1. REPLI DES ÉCHANGES EXTÉRIEURS EN 2024

D'après les douanes libanaises, le commerce extérieur du Liban a connu une contraction en 2024, dans un contexte de forte dégradation sécuritaire. Les importations ont diminué de -3,5% à 16,9 Md\$, en particulier les achats d'hydrocarbures (-5,5% à 4,4 Md\$), de machines et équipements électriques (-20% à 1,3 Md\$) et de véhicules (-30% à 811 M\$). Dans le même temps, les exportations ont chuté de -9,5% à 2,7 Md\$, en particulier les ventes de métaux précieux (-25% à 572 M\$) et de machines et équipements électriques (-21% à 307 M\$); tandis que les ventes agroalimentaires ont progressé de +9,5% à 413 M\$. En conséquence, le déficit commercial s'est légèrement résorbé (de 14,5 Md\$ en 2023 à 14,2 Md\$ en 2024) mais se maintient à un niveau anormalement élevé (62% du PIB). La Chine demeure le 1^{er} pays fournisseur du Liban (11,6% du total), devant la Grèce (8,7%), la Suisse (6,6%), la Turquie (6,1%) et l'Égypte (5,7%). La France se classe au 11^{ème} rang (2,4%, contre 1,8% en 2023). Les Émirats Arabes Unis demeurent le 1^{er} pays client du Liban (19% du total), devant l'Irak (5,9%), la Turquie (5,8%), les États-Unis (5,7%) et l'Égypte (5%). Ces données doivent être interprétées avec prudence compte tenu, d'une part, des nombreuses difficultés rencontrées par l'administration douanière; d'autre part, de l'essor de l'économie informelle et du développement d'une économie du cash.



2. BAISSÉ DES TRANSFERTS DES EXPATRIÉS (-13,4%) EN 2024

Selon les dernières estimations de la Banque Mondiale, les transferts des expatriés vers le Liban ont atteint 5,8 Mds USD, enregistrant une baisse de 13,4% par rapport à 2023 (6,7 Mds USD). Cette tendance à la baisse contraste avec la hausse de 4,3% des transferts enregistrée en 2023 par rapport à 2022. Les transferts des expatriés ont atteint en moyenne chaque année 6,38 Mds USD durant la période 2020-2024, pendant une période de crise économique et financière ayant considérablement réduit le pouvoir d'achat des ménages libanais. Le Liban reste toutefois le troisième pays récipiendaire de transferts dans la zone Afrique du Nord Moyen Orient, après l'Égypte (22,7 Mds USD) et le Maroc (12 Mds USD).

SYRIE

1. NOUVELLES NOMINATIONS AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ DES AFFAIRES

Le gouvernement intérimaire syrien a nommé Alaa Amer Al-Ali en remplacement de Bassel Hamwi, à la tête de la Fédération des Chambres de Commerce Syriennes. Alaa Amer Al-Ali est un homme d'affaires originaire d'Idlib proche de Hayat Tahrir Al-Sham (HTS). Cette nomination s'inscrit dans un contexte où le gouvernement tente de reprendre la main dans plusieurs secteurs économiques. De même, plusieurs médias indiquent également que Hazem Al-Sharaa, le frère du président de transition syrien Ahmad Al-Sharaa, a été nommé directeur général de l'Agence Syrienne pour l'Investissement (SIA). En outre, les autorités syriennes ont dissous le conseil d'administration d'Al-Aqeelah Takaful, l'une des plus grandes compagnies d'assurance de Syrie, sanctionnée l'année dernière par l'Union Européenne en raison de ses liens présumés avec le régime de Bachar Al Assad.

TERRITOIRES PALESTINIENS

1. SOMMET EXTRAORDINAIRE DE LA LIGUE ARABE AU CAIRE

Lors du sommet extraordinaire de la Ligue arabe au Caire du 4 mars, les pays arabes ont adopté le plan de redressement précoce et de reconstruction pour Gaza présenté par l'Égypte. Les pays présents se sont engagés à fournir un soutien financier, matériel et politique pour sa mise en œuvre, en parallèle au lancement d'un processus politique.

Un fonds fiduciaire sera créé pour collecter les engagements financiers des États et institutions donatrices afin de financer les projets de reconstruction. L'Égypte a également annoncé la tenue d'une conférence ministérielle de haut niveau pour mobiliser des soutiens en coopération avec l'Autorité palestinienne et l'ONU, impliquant les pays donateurs, le secteur privé et la société civile.

À cette occasion, le président Mahmoud Abbas a annoncé la création d'un poste de vice-président de l'OLP et de l'Autorité Palestinienne. Il a aussi réaffirmé la disponibilité de l'Autorité palestinienne à organiser

des élections générales en 2025, si les conditions le permettaient, à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

2. NOUVELLE SUSPENSION DE L'AIDE HUMANITAIRE À GAZA

Le gouvernement israélien a annoncé le dimanche 2 mars la suspension de l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza. Alors que 80% de la population gazaouie dépend directement de l'aide humanitaire, cette décision fait craindre une crise alimentaire et économique de grande ampleur. Depuis la fermeture des points de passage, notamment le terminal commercial de Kerem Shalom, les prix des denrées ont explosé : le sac de farine (25 kg) est passé de 30 à 100 shekels (27 \$) avant de disparaître des marchés. Le prix du sucre a doublé, atteignant 10 shekels le kilo. L'absence de carburant menace les hôpitaux et les infrastructures vitales, aggravant une situation déjà critique après 15 mois de guerre. Les Nations Unies et les ONG humanitaires appellent à une réouverture immédiate des points de passage.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	TP	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2024	FMI / WEO	107	44	87	10	11	5,8 **	5,5 *	21 **
PIB (Mds USD) – 2024 ^E	FMI / WEO	380	264	434	528	53	23 **	17 *	6,2 **
PIB / HAB. (USD) – 2024 ^E	FMI / WEO	3542	5947	5013	53111	4682	3931 **	3181 *	295 **
CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2024 ^E	FMI / WEO	2,7	0,1	3,7	0,7	2,3	-5,7 **	-5,4 *	-1,5 **
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2024 ^E	FMI / WEO	-10,1	-5	-3,1	-9	-8,4	0 **	-1 *	-8 **
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2024 ^E	FMI / WEO	91	46	35	68	91	158 **	50 *	n/a
RATING COFACE 2024	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	26,4	3,1	31,2	3	2	16	60	100 **
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	49,0	n/a	43,9	47,4	n/a	48,8	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1792	426	255	1714	306	426	28	29
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2024	DOUANES FRANÇAISES	1158	1949	48	1386	43	92	4	6

* = DONNÉES FMI 2023 - ** = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024 (E)

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D'UN PAYS

A1 TRÈS FAIBLE / **A2** PEU ÉLEVÉ / **A3** SATISFAISANT / **A4** CONVENABLE / **B** ASSEZ ÉLEVÉ / **C** ÉLEVÉ / **D** TRÈS ÉLEVÉ / **E** EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtrésor.gouv.fr